

Ministère de la Défense nationale

Armée. Distinctions honorifiques. Ordres nationaux, p. 15874. — Force aérienne. Changement de corps, p. 15876. — Force terrestre. Nomination au grade de sous-lieutenant temporaire, p. 15876. — Commission au grade de sous-lieutenant temporaire, p. 15876. — Sortie du cadre temporaire et passage dans le cadre des officiers de réserve, p. 15876. — Force navale. Nomination dans le cadre des officiers temporaires, p. 15876.

Exécutifs — Ministère de la Communauté flamande

Classement comme site. Abrogation partielle, p. 15876. — Annulation partielle, p. 15877. — Classement comme monument, site urbain et ruraux. Abrogation, p. 15877.

Avis officiels*Services du Premier Ministre*

Marchés publics. Taux des intérêts de retard. Article 15, § 4, de l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté ministériel du 16 décembre 1980. Avis, p. 15877.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Juridictions du travail. Avis aux organisations représentatives d'employeurs. Trois places vacantes de juge social effectif au titre d'employeur appartenant au régime linguistique français au Tribunal du travail de Bruxelles, p. 15877. — Greffe de la Cour du travail de Liège. Place vacante de rédacteur (homme ou femme), p. 15877.

Ministère de la Justice

Direction du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 15878.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

Appel n° 90/85. Recrutement d'un expert informaticien pour la Banque Ouest Africaine de Développement (B.O.A.D.) au Togo, p. 15878. — Appel n° 94/85. Recrutement d'un expert en télécommunications pour le Rwanda, p. 15879.

Ministère des Affaires économiques

Prix de l'énergie électrique en basse tension, p. 15881.

Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 15881.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 85 — 2218

24 SEPTEMBRE 1985

Arrêté ministériel soumettant à licence l'importation de certaines marchandises

Le Ministre des Affaires économiques,
Le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur,
Le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture,

Vu la loi du 11 septembre 1982 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises;

Ministerie van Landsverdediging

Leger. Eervolle onderscheidingen. Nationale Orden, bl. 15874. — Luchtmacht. Verandering van korps, bl. 15876. — Landmacht. Benoeming in de graad van tijdelijk onderluitenant, bl. 15876. — Aanstelling in de graad van tijdelijk onderluitenant, bl. 15876. — Uittreden uit het tijdelijk kader en overgang naar het kader der reserveofficieren, bl. 15876. — Zeemacht. Benoeming in het kader van de tijdelijke officieren, bl. 15876.

Executieven — Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Rangschikking als landschap. Gedeeltelijke opheffing, bl. 15876. Gedeeltelijke intrekking, bl. 15877. — Rangschikking als monument, stads- en dorpsgezicht. Opheffing, bl. 15877.

Officiële berichten*Diensten van de Eerste Minister*

Overheidsopdrachten. Rentevoet van de verwijntresten. Artikel 15, § 4, van het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden van de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 16 december 1980. Bericht, bl. 15877.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Arbeidsgerechten. Bericht aan de representatieve organisaties van werkgevers. Drie openstaande plaatsen van werkend rechter in sociale zaken, als werkgever van het Frans taalstelsel bij de Arbeidsrechtbank te Brussel, bl. 15877. — Griffie van het Arbeidshof te Luik. Openstaande plaats van opsteller (man of vrouw), bl. 15877.

Ministerie van Justitie

Bestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 15878.

Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

Oproep nr. 90/85. Aanwerving van een informatica-deskundige voor de « Banque Ouest Africaine de Développement (B.O.A.D.) », in Togo, bl. 15878. — Oproep nr. 94/85. Aanwerving van een expert in telecommunicaties voor Rwanda, bl. 15879.

Ministerie van Economische Zaken

Prijzen van de elektrische laagspanningsenergie, bl. 15881.

Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 15881.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN, MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING EN MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 85 — 2218

24 SEPTEMBER 1985

Ministerieel besluit waarbij de invoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt

De Minister van Economische Zaken,
De Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel,
De Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw,

Gelet op de wet van 11 september 1982 betreffende de in- en uitvoer van goederen;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1962 réglementant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 relatif à l'exécution des actes émanant des institutions compétentes des Communautés européennes touchant la matière agricole, modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1976, notamment l'article 3;

Vu l'avis conforme de la Commission économique interministérielle;

Vu l'avis de la Commission administrative belgo-luxembourgeoise;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est de l'intérêt de notre commerce international de publier, dans les plus brefs délais, un nouvel arrêté ministériel reprenant les dispositions actuellement en vigueur de l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, modifié à de très nombreuses reprises depuis sa publication;

Arrêtent :

Article 1^{er}. Sont subordonnées à la production d'une licence :

1^o l'importation de toutes marchandises originaires des pays suivants :

a) Hong-Kong et Japon;

b) Albanie, Bulgarie, Chine continentale, Corée du Nord, Hongrie, Mongolie extérieure, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. et Vietnam;

2^o l'importation des marchandises mentionnées à la liste I annexée au présent arrêté.

3^o l'importation des marchandises d'origine inconnue.

Art. 2. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, l'importation des marchandises en provenance du Grand-Duché de Luxembourg n'est pas subordonnée à la production d'une licence.

Art. 3. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, l'importation directe des marchandises en libre pratique aux Pays-Bas n'est subordonnée à la production d'une licence que si ces marchandises sont mentionnées à la liste II annexée au présent arrêté.

Art. 4. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, l'importation des produits agricoles soumis à un régime de prix unique et pour lesquels un certificat C.E.E. d'exportation ou de préfixation est requis, n'est pas subordonnée à la production d'une licence, mais à la présentation d'un certificat C.E.E. d'importation ou de préfixation accompagné d'un document d'exécution, dans les conditions prescrites par la réglementation des Communautés européennes touchant la matière agricole.

Art. 5. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er} :

a) l'importation des marchandises en libre pratique dans la Communauté économique européenne n'est pas subordonnée à la production d'une licence sauf si ces marchandises sont originaires de la République démocratique allemande ou sont d'origine inconnue et ne sont pas reprises parmi les marchandises de la liste I marquées d'un astérisque (*).

Toutefois, est subordonnée à la production d'une licence, l'importation des marchandises en libre pratique dans la Communauté qui figurent à la liste III et sont originaires des pays ou territoires indiqués en regard de leur dénomination ou sont d'origine inconnue;

b) l'importation de certaines marchandises figurant dans les listes annexées au présent arrêté s'opère sous un régime particulier de licence précisé dans lesdites listes.

Art. 6. Pour l'application du présent arrêté, sont notamment considérées comme marchandises d'origine inconnue, les marchandises pour lesquelles la déclaration d'importation, au sens de la législation douanière, ne mentionne pas l'origine ou pour lesquelles l'exactitude de l'origine indiquée dans cette déclaration n'est pas prouvée à la satisfaction de la douane.

Art. 7. Est abrogé l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises modifié par les arrêtés ministériels des 21 mars 1979, 8 juin 1979, 31 août 1979, 12 mai 1980, 17 juin 1980, 29 juillet 1980, 3 septembre 1980, 18 novembre 1980, 4 février 1981, 28 avril 1981, 19 octobre 1981, 22 octobre 1981, 2 février 1982, 27 avril 1982, 21 septembre 1982, 15 décembre 1982, 28 avril 1983, 24 novembre 1983, 13 janvier 1984, 18 janvier 1984, 14 juin 1984, 20 juin 1984, 5 septembre 1984, 22 octobre 1984, 22 février 1985, 6 mai 1985, 20 mai 1985 et 19 juin 1985.

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1962 tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van goederen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 betreffende de toepassing van de akten uitgaande van de bevoegde instellingen der Europese Gemeenschappen in verband met de landbouw, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 juni 1976, inzonderheid artikel 3;

Gelet op het overeenstemmend advies van de Interministeriële Economische Commissie;

Gelet op het advies van de Belgisch-Luxemburgse Administratieve Commissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het in het belang van de Belgische internationale handel is, zo spoedig mogelijk een nieuw ministerieel besluit te publiceren, waarin de thans geldende bepalingen van het sedert zijn bekendmaking reeds vaak gewijzigde ministerieel besluit van 23 november 1978 waarbij de invoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt, zijn vervat,

Besluiten :

Artikel 1. Een vergunning dient te worden overgelegd :

1^o voor de invoer van alle goederen van oorsprong uit volgende landen :

a) Hong-Kong en Japan;

b) Albanië, Buiten-Mongolië, Bulgarije, Continentaal-China, Democratische Republiek Duitsland, Hongarije, Noord-Korea, Polen, Roemenië, Tsjechoslovakië, U.S.S.R. en Vietnam;

2^o voor de invoer van de goederen vermeld in de bij dit besluit gevoegde lijst I.

3^o voor de invoer van de goederen van onbekende oorsprong.

Art. 2. In afwijking van de bepalingen van artikel 1, dient voor de invoer van goederen van herkomst uit het Groothertogdom Luxemburg geen vergunning te worden overgelegd.

Art. 3. In afwijking van de bepalingen van artikel 1, is de rechtstreekse invoer van de goederen die zich in Nederland in het vrije verkeer bevinden, slechts afhankelijk van de overlegging van een vergunning voor de goederen vermeld in de bij dit besluit gevoegde lijst II.

Art. 4. In afwijking van de bepalingen van artikel 1 is de invoer van landbouwprodukten waarvoor een stelsel van gemeenschappelijke prijzen geldt en waarbij een E.E.G. invoer- of voorfixatiecertificaat is voorgeschreven, niet afhankelijk van overlegging van een vergunning maar van een E.E.G. invoer- of voorfixatiecertificaat, vergezeld van een uitvoeringsdocument, onder de voorwaarden door de reglementering van de Europese Gemeenschappen voorgeschreven, in verband met landbouw.

Art. 5. In afwijking van de bepalingen van artikel 1 :

a) is de invoer van goederen die zich in het vrije verkeer bevinden in de Europese Economische Gemeenschap niet onderworpen aan de overlegging van een vergunning, tenzij die goederen van oorsprong uit de Democratische Republiek Duitsland of van onbekende oorsprong zijn en niet opgenomen zijn onder de goederen waarbij in lijst I een verwijzingsteken (*) staat.

Echter, is aan de overlegging van een vergunning onderworpen de invoer van goederen in het vrije verkeer in de Gemeenschap die in de lijst III opgenomen zijn en van oorsprong uit landen of gebieden aangeduid tegenover hun benaming of van onbekende oorsprong zijn;

b) is de invoer van sommige goederen die opgenomen zijn in de bij dit besluit gevoegde lijsten, onderworpen aan een bijzonder vergunningsstelsel dat nader aangeduid is in deze lijsten.

Art. 6. Voor de toepassing van dit besluit worden als goederen van onbekende oorsprong mede aangemerkt de goederen waarvan de oorsprong niet is vermeld in de aangiften ten invoer, in de zin van de douanewetgeving, of waarvoor de juistheid van de in die aangifte vermelde oorsprong niet ten genoegen van de douane is aangetoond.

Art. 7. Wordt opgeheven, het ministerieel besluit van 23 november 1978 waarbij de invoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 maart 1979, 8 juni 1979, 31 augustus 1979, 12 mei 1980, 17 juni 1980, 29 juli 1980, 3 september 1980, 18 november 1980, 4 februari 1981, 28 april 1981, 19 oktober 1981, 22 oktober 1981, 2 februari 1982, 27 april 1982, 21 september 1982, 15 december 1982, 28 april 1983, 24 november 1983, 13 januari 1984, 18 januari 1984, 14 juni 1984, 20 juni 1984, 5 september 1984, 22 oktober 1984, 22 februari 1985, 6 mei 1985, 20 mei 1985 en 19 juni 1985.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 septembre 1985.

Le Ministre des Affaires économiques,
M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur,
A. KEMPINAIRE

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

Les tableaux à cet arrêté ministériel paraissent en annexe au *Moniteur belge* de ce jour, sous les folios — 1 — à — 166 —

F. 85 — 2219

24 SEPTEMBER 1985
Arrêté ministériel soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises

Le Ministre des Affaires économiques,
Le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur,
Le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture,

Vu la loi du 11 septembre 1962 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1962 réglementant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 relatif à l'exécution des actes émanant des institutions compétentes des Communautés européennes touchant la matière agricole, modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1976, notamment l'article 3;

Vu l'avis conforme de la Commission économique interministérielle;

Vu l'avis de la Commission administrative belgo-luxembourgeoise;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est de l'intérêt de notre commerce international de publier, dans les plus brefs délais, un nouvel arrêté ministériel reprenant les dispositions actuellement en vigueur de l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises, modifié à de très nombreuses reprises depuis sa publication;

Arrêtent :

Article 1^{er}. Sont subordonnées à la production d'une licence :

1^o l'exportation des marchandises mentionnées à la liste I annexée au présent arrêté;

2^o l'exportation des marchandises mentionnées à la liste II annexée au présent arrêté.

Art. 2. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, l'exportation des marchandises à destination du Grand-Duché de Luxembourg n'est pas subordonnée à la production d'une licence.

Art. 3. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, l'exportation des marchandises à destination des Pays-Bas n'est subordonnée à la production d'une licence que si ces marchandises sont mentionnées à la liste III annexée au présent arrêté.

Art. 4. Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, 1^o, l'exportation des produits agricoles soumis à un régime de prix unique et pour lesquels un certificat C.E.E. d'exportation ou de préfixation est requis, n'est pas subordonnée à la production d'une licence, mais à la présentation d'un certificat C.E.E. d'exportation ou de préfixation accompagné d'un document d'exécution, dans les conditions prescrites par la réglementation des Communautés européennes touchant la matière agricole.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 24 september 1985.

De Minister van Economische Zaken,
M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel,
A. KEMPINAIRE

De Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

De tabellen bij dit ministerieel besluit verschijnen in bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* van heden onder pagina's — 1 — tot — 166 —

N. 85 — 2219

24 SEPTEMBER 1985
Ministerieel besluit waarbij de uitvoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt

De Minister van Economische Zaken,
De Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel,
De Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw,

Gelet op de wet van 11 september 1962 betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1962 tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van goederen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 betreffende de toepassing van de akten uitgaande van de bevoegde instellingen der Europese Gemeenschappen in verband met de landbouw, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juni 1976, inzonderheid artikel 3;

Gelet op het overeenstemmend advies van de Interministeriële Economische Commissie;

Gelet op het advies van de Belgisch-Luxemburgse Administratieve Commissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het in het belang van de Belgische internationale handel is, zo spoedig mogelijk een nieuw ministerieel besluit te publiceren, waarin de thans geldende bepalingen van het sedert zijn bekendmaking reeds vaak gewijzigde ministerieel besluit van 23 november 1978 waarbij de uitvoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt, zijn vervat,

Besluiten :

Artikel 1. Een vergunning dient te worden overgelegd :

1^o voor de uitvoer van de goederen vermeld in de bij dit besluit gevoegde lijst I;

2^o voor de uitvoer van de goederen vermeld in de bij dit besluit gevoegde lijst II.

Art. 2. In afwijking van de bepalingen van artikel 1, dient voor de uitvoer van goederen naar het Groothertogdom Luxemburg geen vergunning te worden overgelegd.

Art. 3. In afwijking van de bepalingen van artikel 1, is de uitvoer naar Nederland slechts afhankelijk van de overlegging van een vergunning voor de goederen vermeld in de bij dit besluit gevoegde lijst III.

Art. 4. In afwijking van de bepalingen van artikel 1, 1^o, is de uitvoer van landbouwproducten waarvoor een stelsel van gemeenschappelijke prijzen geldt en waarbij een E.E.G. uitvoer- of voorfixatiecertificaat is voorgeschreven, niet afhankelijk van overlegging van een vergunning maar van een E.E.G. uitvoer- of voorfixatiecertificaat, vergezeld van een uitvoeringsdocument, onder de voorwaarden door de reglementering van de Europese Gemeenschappen voorgeschreven, in verband met landbouw.